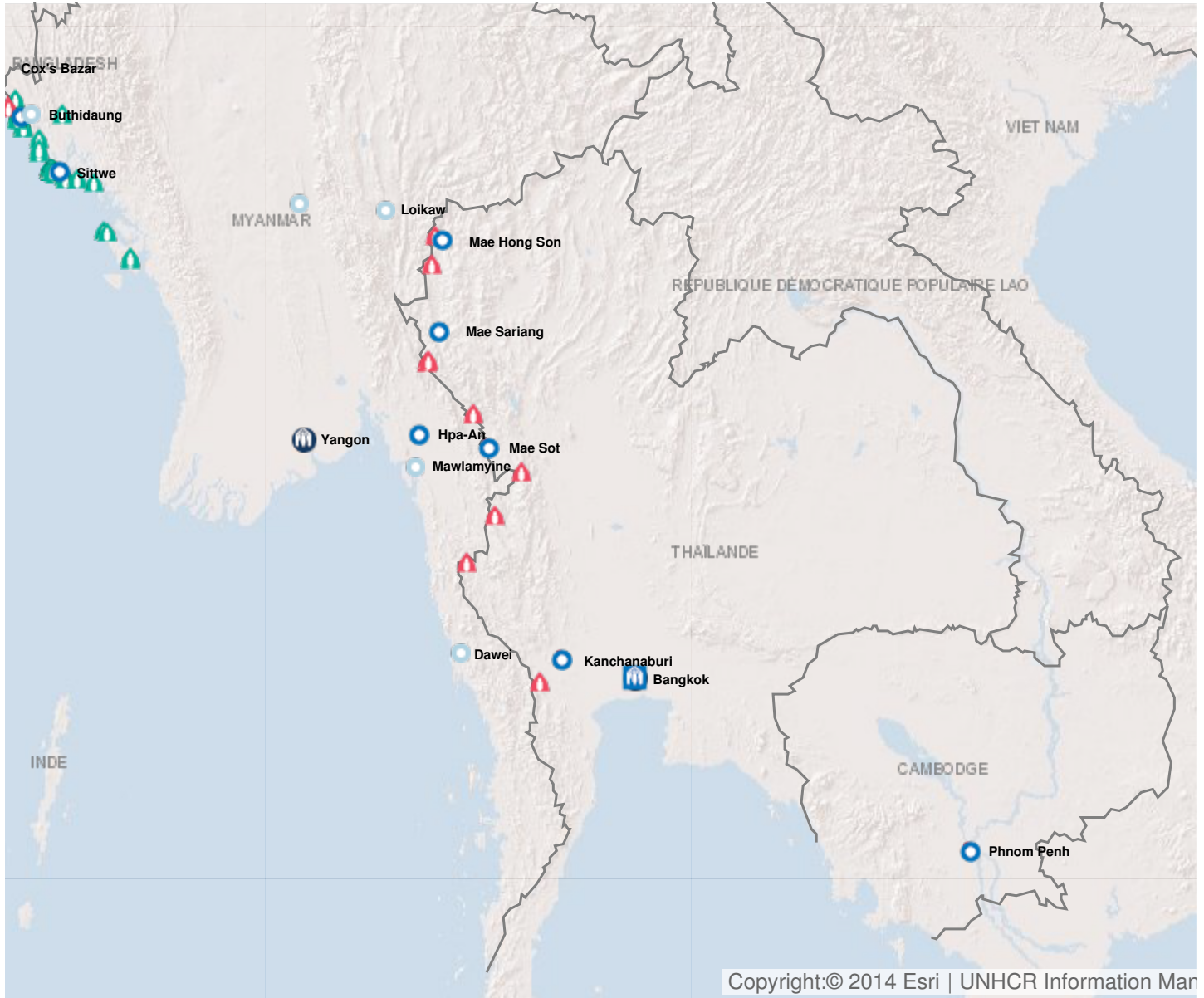


Opération: Thaïlande



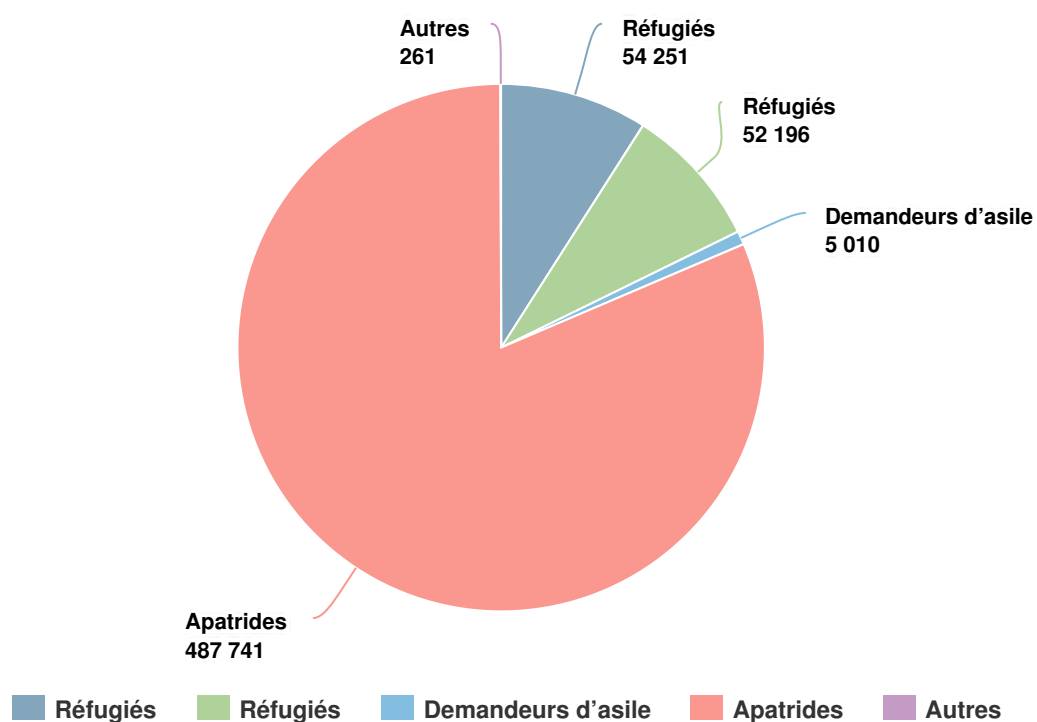
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 7% EN 2016

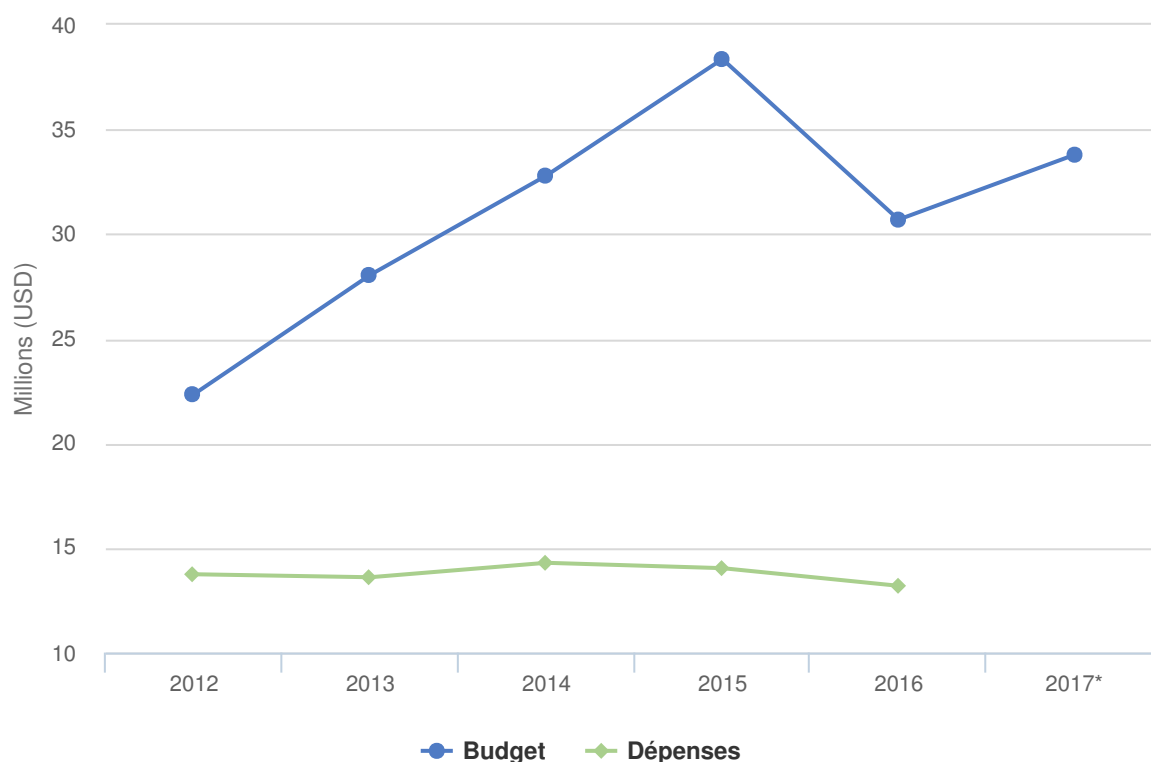
2016 599,459

2015 560,832

2014 644,761



Budgets et Dépenses - Thaïlande



Contexte opérationnel en 2016

La Thaïlande a été le seul pays de l'ASEAN à participer au Sommet des dirigeants sur les réfugiés en septembre 2016 (le Premier ministre participant également au Sommet des Nations Unies sur les réfugiés) et a fait des promesses importantes pour améliorer le cadre juridique global de protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides. Le gouvernement royal thaïlandais s'est engagé notamment à élaborer un mécanisme pour la détermination du statut de réfugié (DSR), à améliorer l'accès aux soins de santé pour les migrants (y compris les personnes relevant de la compétence du HCR) et à remédier à la détention des enfants. Bien que le processus détaillé de mise en œuvre reste à déterminer et que rien n'indique que le pays adhérerait à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et aux Conventions de 1954 et de 1961 sur l'apatridie, ces promesses et les mesures déjà prises sont encourageantes et soutiennent la stratégie du HCR visant à passer progressivement d'un système de DSR/réinstallation à un modèle de protection communautaire.

Tendances démographiques en 2016

- En 2016, il y avait près de 8 000 réfugiés et demandeurs d'asile urbains.
- En 2016, plus de 102 600 réfugiés du Myanmar enregistrés vivaient dans neuf camps le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar.
- Le nombre total d'apatrides s'élevait à 481 700.

Réalisations

Chiffres clés :

- 56 % de diminution du stock de dossiers de DSR en retard
- 16 600 apatrides ont bénéficié d'un soutien pour préparer leur demande de nationalité
- 8 200 personnes apatrides ont obtenu la nationalité
- 5 300 réfugiés ont été réinstallés dans sept pays de réinstallation

- 820 évaluations de la vulnérabilité des réfugiés urbains ont été menées à Bangkok
- 500 réfugiés urbains ont bénéficié d'une aide en espèces
- 480 enfants réfugiés âgés de 6 à 17 ans ont été inscrits dans l'enseignement primaire et secondaire à Bangkok
- 70 réfugiés sont rentrés au Myanmar dans le cadre d'un rapatriement volontaire facilité

Réalisations clés :

Concernant les réfugiés urbains, les Rohingyas et les apatrides, le HCR :

- a poursuivi son plaidoyer en faveur de l'élaboration d'un mécanisme de DSR pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, ce qui a conduit à l'adoption d'une résolution du Cabinet le 10 janvier 2017 approuvant le principe de sa mise en œuvre ;
- a achevé la transition vers un mécanisme innovant et polyvalent d'aides en espèces, fondé sur les normes préétablies permettant aux personnes relevant de la compétence du HCR de répondre à leurs besoins prioritaires avec une plus grande autonomie et dignité ;
- a mis en place la délivrance de cartes du HCR pour tous les réfugiés et demandeurs d'asile urbains, tous les nouveaux arrivants étant soumis à une procédure d'identification biométrique ;
- a négocié l'accès et assuré la scolarisation des enfants Rohingyas dans les écoles thaïlandaises dans le sud et a étendu le travail de protection de proximité aux Rohingyas en dehors des provinces du sud ;
- a poursuivi son plaidoyer en faveur de l'accès aux droits des Rohingyas victimes de traite, ce qui a abouti à une décision du Cabinet autorisant l'accès (sous conditions) aux permis de travail ; pour près de 50 pour cent des Rohingyas relevant de la compétence du HCR, cela a conduit à l'accès à des permis de séjour temporaires, amélioré l'accès à des permis de travail temporaires et évité leur détention dans des centres de détention pour immigrants, améliorant ainsi leur situation générale en matière de protection ;
- a formalisé et développé un partenariat pilote pour la réduction de l'apatridie avec l'Agence adventiste de secours et de développement (ADRA) grâce auquel le nombre de points délivrant des services est passé de 5 à 11, une sensibilisation et un soutien ont été assurés en matière de naturalisation, avec 16 623 personnes touchées sur un objectif de 15 000 et 8 995 demandes de nationalité préparées sur un objectif de 10 000 ;
- a poursuivi son plaidoyer global pour combler les lacunes juridiques, ce qui a contribué en partie à une résolution du Cabinet étendant l'accès aux procédures d'acquisition de la nationalité à quelque 61 000 enfants ; et
- a atteint les objectifs de réinstallation à la frontière et pour les réfugiés urbains, tout en répondant aux attentes et en réduisant les futurs objectifs de réinstallation conformément à la stratégie sous-régionale de réinstallation et en soutenant à la fois le rapatriement volontaire dans les zones frontalières et la transition progressive vers un modèle de protection communautaire pour les réfugiés urbains.

Dans les zones frontalières, le HCR :

- a conclu un partenariat stratégique avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) permettant la construction de neuf centres de rapatriement volontaire dans les camps, la mise en place de dispositifs de réserve pour l'obtention d'allocations en espèces, le transport entre les centres de rapatriement librement consenti et des points de passage désignés, des examens médicaux préalables au départ et la distribution de produits de première nécessité tels que moustiquaires et kits d'hygiène ;
- a conclu un partenariat avec Handicap International (HI) visant à organiser des sessions de sensibilisation aux dangers des mines à destination de tous les réfugiés rapatriés ;
- 1 627 certificats de naissance ont été délivrés par le gouvernement royal thaïlandais, avec l'appui du HCR, à des enfants réfugiés ayant au moins un parent réfugié enregistré. Grâce au plaidoyer actif du HCR auprès du gouvernement royal thaïlandais, le ministère de l'Intérieur a accepté de délivrer des certificats de naissance à tous les enfants réfugiés nés sur le territoire thaïlandais quel que soit le statut d'enregistrement de leurs parents réfugiés.

Besoins non satisfaits

- Les contraintes financières ont compromis les efforts menés pour rattraper le retard de traitement des

dossiers de DSR, ce qui a augmenté le risque potentiel d'arrestation, de détention et d'exploitation des personnes relevant de la compétence du HCR.

Dépenses 2016 - Thaïlande | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Budget final	29,100,284	1,590,355	30,690,639
	7,709,654	969,200	8,678,854
Total des fonds disponibles	7,709,654	969,200	8,678,854

Dépenses par objectif

Environnement de protection favorable

Cadre juridique et politique	0	253,697	253,697
Aide juridique et recours judiciaires	133,126	0	133,126
Accès au territoire	133,636	0	133,636
Sous-total	266,762	253,697	520,459

Processus de protection et documents adéquats

Conditions d'accueil	28,123	0	28,123
Enregistrement et établissements des profils	512,625	0	512,625
Procédures de détermination du statut de réfugié	1,351,226	0	1,351,226
Documents d'état civil	510,037	0	510,037
Sous-total	2,402,012	0	2,402,012

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Prévention et interventions liées aux VSS	111,788	0	111,788
Risques de détention arbitraires	371,358	0	371,358
Protection des enfants	1,089,383	0	1,089,383
Sous-total	1,572,530	0	1,572,530

Besoins de base et services essentiels

Santé	812,259	0	812,259
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	83,946	0	83,946
Abris et infrastructures	702,625	0	702,625
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	904,406	0	904,406

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	642,383	0	642,383
Éducation	735,727	0	735,727
Sous-total	3,881,347	0	3,881,347
Solutions durables			
Stratégie pour la recherche de solutions globales	414,353	0	414,353
Retour volontaire	962,895	0	962,895
Réinstallation	884,859	0	884,859
Réduction de l'apatridie	0	497,442	497,442
Sous-total	2,262,107	497,442	2,759,549
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	119,597	108,137	227,734
Sous-total	119,597	108,137	227,734
Appui à la logistique et aux opérations			
Approvisionnement et logistique	72,767	0	72,767
Gestion des opérations, coordination et appui	1,630,258	109,924	1,740,183
Sous-total	1,703,025	109,924	1,812,950
Collecte de fonds et mobilisation des ressources	13,927	0	13,927
Sous-total	13,927	0	13,927
Dépenses totales en 2016	12,221,306	969,200	13,190,507